

Il faut voir que les théories économiques s'avèrent trop souvent rationnelles et qu'elles échelonnent les problèmes de façon trop synthétique. Elles demeurent souvent insuffisamment flexibles et les résultats de la réalité viennent fréquemment mettre en doute leurs critères.

Ainsi, quand on affirme que pour combattre l'inflation il faut réduire la demande, restreindre le crédit, retirer de l'argent de la circulation, contenir la production et couper les dépenses; quand, d'un autre côté, on suggère que pour pallier le chômage, il convient de réduire les impôts et augmenter les dépenses, les deux questions se résolvent avec plus de complexité qu'on ne semble les soulever, car plusieurs facteurs économiques nourrissent peu de liaison entre eux et créent des effets divergents.

Un budget réaliste émane beaucoup plus de l'esprit pratique d'un homme d'affaires que de la conception théorique des académiciens. Pour employer une expression qui fait image dans certaines dispositions du Code civil de la province de Québec, un habile ministre des Finances doit agir «en bon père de famille».

● (5.50 p.m.)

Il existe des problèmes majeurs au Canada; il faut les aborder de front et le plus tôt possible. Nos principales préoccupations sont les suivantes: donner du travail à tous, du bien-être et de la sécurité à chaque individu, et placer le budget et l'économie au service de la personne humaine. Pour ce faire, il faut des mesures fortes et immédiates pour augmenter notre capacité de production, améliorer notre main-d'œuvre, accroître les exportations, développer nos ressources, combattre radicalement la pauvreté et assurer un équilibre économique réel.

Le présent budget du gouvernement, à mon humble avis, offre un ramassis de théories diverses, éparées et incohérentes, manque de dynamisme et d'originalité, marque un recul dans le développement de notre pays et, surtout, il sacrifie, à un objectif d'équilibre économique douteux, les besoins sociaux, familiaux et humanitaires du peuple canadien.

L'inaptitude à provoquer un accroissement de la productivité et des exportations, l'indifférence à contenir l'aggravation de notre déficit commercial, le retard à établir une politique vigoureuse de main-d'œuvre, en collaboration avec les provinces, le souci trop manifeste de conserver la concentration de l'argent entre les mains de petits tsars canadiens et étrangers, l'absence d'une politique intelligente sur la balance des paiements, le refus obstiné et honteux d'augmenter les pensions de vieillesse et les allocations familiales, le gaspillage et le maintien de trop fortes dépenses au chapitre de la défense nationale, la

négligence à constituer un comité parlementaire et une conférence nationale sur les réformes constitutionnelles et fiscales, l'augmentation des impôts sur le revenu de la majorité des particuliers, tous ces griefs font de ce budget un instrument terne, apathique, médiocre et décevant.

Le budget national 1966-1967 de l'honorable ministre des Finances reflète l'inertie d'un gouvernement qui se montre de plus en plus incapable d'ordonner les travaux législatifs par leur degré d'importance et de résoudre les problèmes administratifs du pays.

A l'occasion des vacances de Pâques, j'ai consulté abondamment mes commettants et c'est là, malheureusement, le message déprimant que j'apporte à l'honorable ministre des Finances, message auquel je m'associe d'ailleurs.

Malgré la gravité de la situation et le désenchantement collectif, si l'on veut jeter une note humoristique, il convient, comme il est de routine à Ottawa, de s'inspirer des États-Unis et de parodier le présent budget en empruntant le refrain de la firme américaine Gillette:

*To be sharp, to feel sharp, to look sharp;*

On peut maintenant, au Canada, y ajouter: *to live sharp, to die sharp.*

Durant les minutes restreintes qui sont mises à ma disposition, je n'aurai pas le temps de discourir sur chacune des décisions de l'honorable ministre des Finances. Mais je me limiterai à commenter quelques points saillants.

En somme, l'honorable ministre s'appuie sur les prémisses suivantes: l'économie canadienne roule à plein rendement; à cause de l'inflation et de la pleine production, il faut diminuer l'accroissement de la demande, réduire les investissements publics et privés, contenir la production et restreindre la circulation de la masse monétaire.

Mais si les prémisses de l'honorable ministre étaient erronées, une bonne partie de son échafaudage s'écroulerait par le fait même.

Ainsi, je ne suis pas convaincu que notre économie ait atteint un degré de rendement maximum. C'est aussi l'opinion du Conseil économique du Canada. En décembre 1965, ledit Conseil établissait un écart de 3 p. 100 entre le rendement actuel et le rendement potentiel. Aujourd'hui, cet écart serait de 2 p. 100. Il y a donc une marge très appréciable qui obligerait d'aiguillonner notre économie et de justifier encore un budget expansionniste.

Il est facile de voir que de nombreuses industries fonctionnent modérément,—et l'honorable ministre n'a qu'à venir dans mon patelin, dans mon comté de Sherbrooke, dans